La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme enjeu

Semih VANER

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/117>

DOI : 10.4000/cemoti.117

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Semih VANER, « La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme enjeu », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/117> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.117>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme enjeu

Semih VANER

- 1 Avant d'aborder plus directement les divers problèmes soulevés par la mer Caspienne, nous évoquerons dans cet article le contexte politique, militaire et stratégique de l'Azerbaïdjan, notamment depuis l'effondrement soviétique, l'enjeu que représente l'espace maritime en question, et enfin tant l'attitude de l'Azerbaïdjan par rapport à la Caspienne que celles de divers acteurs autour de l'Azerbaïdjan lui-même.

Le contexte

- 2 La politique de l'Azerbaïdjan vis-à-vis de la mer Caspienne est dans une large mesure obérée par le contexte politique particulièrement difficile dans lequel se trouve cette jeune république, sur le plan tant interne que régional et international. Aussi n'est-il peut-être pas inutile de rappeler quelques faits historiques et la situation postérieure à la chute du mur de Berlin. De ce dernier point de vue, l'Azerbaïdjan est sans doute l'une des républiques où les secousses de la désintégration impériale (ou de sa recomposition sous d'autres formes) ont été le plus ressenties, singulièrement si l'on établit des comparaisons avec les républiques turcophones et persanophones de l'Asie centrale.
- 3 Depuis sept ans, en effet, la vie politique de l'Azerbaïdjan s'organise autour de quatre enjeux: le conflit sanglant avec l'Arménie; les relations entre la "Res Publica" en quête de son indépendance réelle et Moscou, qui renvoient à la question de la construction étatique; et le jeu politique interne renaissant et vite étouffé, qui opposait jusqu'en 1993 principalement le Parlement dominé par l'ex-nomenklatura au Front Populaire d'Azerbaïdjan (FPA)¹, parlement placé aujourd'hui sous le contrôle de Haydar Ali(év), la figure politique de loin la plus imposante du pays depuis la période de Léonid Brejnev, dont il fut proche.

Le conflit avec l'Arménie

- 4 A peine libéré du totalitarisme soviétique, l'Azerbaïdjan s'est trouvé pris dans l'engrenage de la guerre avec l'Arménie. C'est bien en effet le conflit du Haut-Karabakh,

cette enclave dont la population est majoritairement arménienne, qui avait reçu de Moscou un statut d'autonomie en 1923 avec rattachement à l'Azerbaïdjan, qui déstabilise le plus profondément le pays. Le conflit armé a toutefois débordé le Haut-Karabakh, lors de l'occupation par les Arméniens, durant les six premiers mois de 1993, d'environ 20 % du territoire azerbaïdjanais (provoquant l'exode de près d'un million de réfugiés azéris)², en dépit des condamnations du Conseil de sécurité de l'ONU, mais dans une indifférence générale de l'opinion publique occidentale.

- 5 Le conflit avec l'Arménie, qui coûte cher à l'Azerbaïdjan en vies humaines, retarde l'organisation de sa vie économique et le plonge dans l'insécurité. La question nationale est à l'origine de la démission en 1992 d'Ayaz Mutalibov, le premier président de l'Azerbaïdjan d'après l'indépendance, voire, dans une certaine mesure, de la constitution du FPA. L'enclave du Haut-Karabakh est considérée par les Azerbaïdjanais comme partie intégrante du territoire³. Son annexion par l'Arménie paraît d'autant moins acceptable aux Azerbaïdjanais qu'eux mêmes n'ont jamais pu obtenir un statut d'autonomie pour les régions de Zanguezour et de Karagoyoun en Arménie, peuplées majoritairement d'Azerbaïdjanais, et qu'ils admettent mal que la ville de Derbend, où dans les années 1920 ils constituaient 90 % de la population, ait été cédée au Daghestan⁴.
- 6 La préparation et la supériorité militaires des milices arméniennes, qui semblent avoir pris au dépourvu les Azerbaïdjanais, se sont traduites par des massacres notamment à Hocali, Hankendi (Stepanakert) et Agdam. Pour les Azerbaïdjanais, le scénario arménien était clair: déclarer à l'opinion publique mondiale que l'Arménie n'a aucune revendication territoriale; vider le Haut-Karabakh et, si possible, les alentours, de la population azérie; réclamer un référendum pour l'auto-détermination, ce qui équivaldrait, bien entendu, au rattachement de cette région à l'Arménie. Ce plan s'est dans une large mesure réalisé par la force, puisque les Arméniens ont chassé les Azerbaïdjanais du Haut-Karabakh en établissant un corridor entre cette enclave et l'Arménie que séparaient Choucha et Latchine, autres territoires azerbaïdjanais occupés par les forces d'Erevan. Or le rattachement constituerait, en tout état de cause, la première révision de frontières dans l'ex-Union soviétique, et, créant un précédent, risquerait de poser des problèmes insolubles. Le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, encouragé d'une manière plus ou moins implicite par l'Occident, risque de renforcer le ressentiment des Azerbaïdjanais envers le monde occidental "chrétien" auquel on reproche de pratiquer "deux poids, deux mesures".
- 7 Comme on le sait, la CSCE a décidé la tenue d'une conférence internationale de paix sur le Haut-Karabakh. Elle a créé à cette fin un groupe dit de Minsk dont font partie outre les deux Etats belligérants, la Russie, les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Turquie, l'Italie, la République tchèque et la Suède, ainsi que la Biélorussie. En dépit des critiques adressées par l'Union européenne et la CSCE⁵ à propos "des actions agressives" menées par les forces arméniennes au Haut-Karabakh⁶, cette conférence a été longtemps retardée en raison de la demande arménienne d'y faire participer le Haut-Karabakh comme "partie intéressée". Selon les Azerbaïdjanais, une telle participation préjugerait l'indépendance de cette enclave et scellerait, de toute évidence, le succès militaire de l'Arménie sur le plan diplomatique. Le processus de Minsk n'a donné lieu jusqu'à présent à aucun résultat tangible: le cessez-le-feu de 1994 a été dicté aux Azerbaïdjanais redoutant surtout de nouvelles pertes territoriales; il permet aux Arméniens la consolidation du *statu quo*.

Dépendance persistante vis-à-vis de Moscou

- 8 La défaite de l'Azerbaïdjan face à l'Arménie, nourrie par ce que l'on appelle à Bakou la "tragédie de janvier" (*janvar faciasi*, l'intervention de l'armée soviétique à Bakou en janvier 1990 qui aurait fait des centaines de victimes) renvoie à la question de ses rapports avec la Russie⁷. La constitution de la CEI -à laquelle l'Azerbaïdjan a refusé de participer dans un premier temps- après la dislocation soviétique, répond aussi pour l'ancienne puissance colonisatrice à l'objectif d'assurer une certaine domination dans la région, ou tout au moins de conserver une certaine influence. L'ancienne "doctrine militaire russe" visait, à travers deux "droits" essentiels qu'elle s'arrogeait, celui de protéger les minorités russes restées dans les ex-Républiques soviétiques et celui d'assurer la sécurité des frontières de la CEI, à justifier l'existence d'une sorte de glacis. Toutefois, les deux questions se posent de moins en moins de la même manière : dans le cas des frontières, il doit y avoir accord avec les Etats concernés. Moscou s'efforce avec plus ou moins de bonheur de persuader ses voisins de lui laisser protéger les frontières. Il n'y parvient pas toujours, notamment dans le cas de l'Azerbaïdjan. Le concept de "frontière de la CEI" est récusé, de plus, par plusieurs partenaires de Moscou⁸. D'autres facteurs, comme celui du pétrole, la nostalgie impériale, la solidarité orthodoxe, le marché des armes viennent interférer dans ce jeu stratégique. De toutes les puissances régionales, la Russie est indubitablement celle qui est, de loin, en position de force, aussi bien par sa connaissance du terrain que par son poids démographique, militaire et économique; dès lors le terme de "Pax russica" n'est peut-être pas excessif pour désigner le nouvel ordre régional, même si celui-ci est précaire. Selon Janri Kachia, il s'agirait pour le Caucase d'"une stratégie russe de déstabilisation contrôlée, qui n'est pas le seul fait des 'conservateurs', mais bien une ligne politique cohérente suivie par Moscou"⁹.
- 9 Deux autres "puissances" locales, la Turquie et l'Iran tentent d'exercer une influence sur Bakou, obéissant à des impératifs complexes. Handicapée par l'absence d'une contiguïté immédiate avec l'aire turcophone de Transcaucasie et d'Asie centrale, la Turquie (elle n'a de voisinage direct qu'avec le Nakhitchevan, une enclave azerbaïdjanaise) accorde à l'Azerbaïdjan, sa "porte" sur l'Asie centrale, une place particulière dans sa diplomatie¹⁰. Pour ce qui est de l'action politique de la Turquie, deux points sont à considérer. D'une part, on ne peut envisager le pays au seul niveau étatique, comme "acteur unique"; il s'agit de voir le rôle, au niveau des sociétés, des idéologues de la synthèse turco-islamique et des fondations pieuses, qui se distinguent par un certain messianisme sunnite, du rôle étatique¹¹. Ensuite, dans un contexte de relative indifférence des principales formations politiques et de l'élite intellectuelle, l'espace politique est davantage occupé par la mouvance nationaliste.
- 10 Dans les rapports avec l'Iran, le noeud du problème réside dans le dessein caressé pendant son passage au pouvoir et parfois énoncé avec une franchise qu'on peut interpréter aussi comme une maladresse, par E.Elçibey, sur le "Grand Azerbaïdjan", c'est-à-dire le rassemblement sous la même bannière des parties septentrionale et méridionale de l'Azerbaïdjan¹². Cela explique la politique discrètement pro-arménienne de Téhéran. Malgré ce penchant, le régime islamique iranien tient officiellement à sa neutralité; mais il reconnaît la justesse de certaines thèses azerbaïdjanaises, quitte à dénoncer encore une fois "le rôle néfaste de l'Amérique" dans la région sans qu'on en comprenne toujours le rapport à ce contentieux précis¹³.

Construction nationale et étatique

- 11 Du point de vue de la construction nationale et étatique, et en dépit d'une population ethniquement homogène, on peut observer trois séries d'obstacles: les obstacles historiques, l'écartèlement de l'Azerbaïdjan entre le nord et le sud, et bien entendu le statut territorial menacé.
- 12 L'Azerbaïdjan n'a connu l'indépendance qu'au seul moment de la République éphémère de 1918, sous la conduite de Mehmet Emin Resulzade, figure politique dont se réclame aujourd'hui une partie de l'élite politique autour notamment du mouvement *Musavat*. Dans un autre registre, l'arrière-fond historique renvoie au système des *khanat*, sorte de principautés féodales partiellement dépendantes de la Perse depuis le XIV^e siècle, et peu à peu cédées à la Russie, du début du XIX^e siècle jusqu'en 1828, turquifiées dès le XI^e siècle avec l'invasion seldjoukide. Le projet étatique se doit de tenir compte de ces spécificités historiques azerbaïdjanaises et de la question identitaire. Le régionalisme qui trouve ses racines dans l'existence de *khanat*, sortes d'administrations autonomes d'autrefois (Bakou, Gence, Kouba, Erevan, etc.) souvent hostiles les unes aux autres, est l'un des freins à la constitution d'une identité nationale.
- 13 Par ailleurs, dans le chapitre historique, on peut également observer la marginalisation, durant les périodes de colonisation russe et soviétique, des élites politiques nationales. Il est notoire que, sous le système soviétique, "le peuple russe" était considéré comme la nation dirigeante de l'URSS et que les dirigeants "locaux" étaient des fidèles du Kremlin. En rupture avec la politique stalinienne, la révision effectuée par Khrouchtchev au cours du 20^e Congrès ne modifia pas fondamentalement la position de centralité de la nation russe.
- 14 Considéré longtemps comme la "vitrine musulmane" du communisme, l'Azerbaïdjan occupait une place centrale dans la stratégie du pouvoir soviétique qui l'avait soumis à une intense politique de russification à partir de 1940¹⁴. Nous avons déjà évoqué les deux autres questions, à savoir la situation d'écartèlement de l'Azerbaïdjan et le statut territorial menacé.
Post-soviétisme ou néo-soviétisme?
- 15 L'élection d'Ebulfez Elçibey, un intellectuel et un homme politique inexpérimenté, à la présidence de la République, en juin 1992, lors d'une consultation qui s'est déroulée dans des conditions relativement démocratiques, ajoutait un nouvel élément aux données du jeu politique: elle constituait un changement de poids dans le sens de la reprise en main de la situation. Elçibey s'appuyait sur le FPA, un mouvement plus qu'un parti politique *stricto sensu*, indéniablement la force politique qui était à ce moment-là la mieux organisée du pays. Soutenu surtout par les intellectuels, le mouvement rassemble des sociaux-démocrates, des "démocrates-libéraux", quelques "musulmans" et surtout des "démocrates-nationaux" (*millî demokratlar*). Son discours est laïcisant, nationaliste et moderniste. Il dominait quasiment en 1992 le Conseil national (*Millî Sura*) qui avait réussi à se faire remettre une grande partie des pouvoirs du Parlement dont l'élection (septembre 1990) avait été controversée. Le mouvement s'effritait peu à peu cependant en raison des revers militaires subis face aux forces militaires arméniennes mais aussi à cause des divergences et des ambitions personnelles¹⁵.
- 16 Le changement politique de juin 1993 s'est opéré dans un contexte confus susceptible de raviver la suspicion à l'égard de l'"hégémonisme russe": le matériel russe et l'aide de mercenaires russes reçue par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, les armes laissées par des unités russes qui ont permis au colonel rebelle Sourat Hüseyin(ov), destitué par Elçibey

en février 1993 pour "incapacité militaire", d'entreprendre sa marche sur Bakou, le retour au pouvoir de Haydar Ali(év) (ancien premier secrétaire du Parti communiste azerbaïdjanais et ancien membre du Bureau politique) qu'un proche d'Eltsine a décrit comme "imprégné de culture russe"¹⁶. Nombreux étaient les observateurs à penser qu'Elçibey a "brûlé les étapes" en prenant ses distances vis-à-vis de Moscou et en refusant d'adhérer au Pacte de sécurité collective qui unissait plusieurs républiques de l'ex-URSS, dont la Russie et l'Arménie, cette dernière appuyée par sa diaspora notamment aux Etats-Unis, en France et au Liban, voire plus ou moins discrètement par les gouvernements des deux premiers et d'autres pays occidentaux. Le retour au pouvoir d'Ali(év)¹⁷ en juin 1993 était également dû au culte de l'"homme fort" perceptible dans la société azerbaïdjanaise en désarroi; cependant la question de sa légitimité ainsi et surtout que celle du mouvement qu'il anime n'est pas sans se poser depuis le référendum organisé en août de la même année, visant à destituer coûte que coûte Elçibey.

- 17 Il convient de ne pas perdre de vue cet environnement politique "national" et régional avant de regarder de plus près la vision qu'a cette république de la Caspienne, les convoitises que suscite cette dernière, et le théâtre des luttes d'influences dont elle est l'objet.

L'enjeu

- 18 L'enjeu primordial de la Caspienne est sans doute le pétrole (et le gaz) qu'elle renferme, à propos duquel sont posées corollairement les questions de l'exploitation, de l'acheminement et de la commercialisation. Le problème de l'exploitation est lié bien entendu à la question du statut légal de cet espace. Parallèlement, on peut observer les problèmes de la pêche et de l'environnement. Enfin, existe un problème militaire.

Le pétrole de la Caspienne

- 19 Les estimations sont concordantes: la Caspienne ("plateau continental" et zones adjacentes) renferme des gisements de pétrole considérables et la part qui doit, en principe, revenir à l'Azerbaïdjan est l'une des plus importantes. D'après certaines estimations les gisements azéris de la mer Caspienne recèleraient entre 4 et 4,5 milliards de barils de pétrole et cette quantité pourrait être multipliée par deux si l'on prend en compte les gisements non explorés de la mer Caspienne¹⁸. Dans ces diverses estimations, les parallèles avec "les monarchies arabes du Golfe" et les appellations teintées d'ironie telles que "Emirats de la Caspienne" sont fréquents.
- 20 Il semble évident également que cet enjeu, tout comme le conflit avec l'Arménie, n'a pas été étranger aux soubresauts qu'a connus la jeune république, les nouvelles élites locales voyant dans "l'or noir" le garant de l'indépendance. Shirin Melikoff fait état à ce propos, et plus particulièrement à celui de la période concernant la "passation de pouvoir" entre Elçibey et Aliév, de "la signature, empêchée par la destitution du Président, d'un traité avec les compagnies pétrolières internationales pour l'extraction, le traitement et le pétrole d'Azerbaïdjan, prévoyant l'investissement d'1 milliard de dollars, un rendement de 60 milliards de dollars en 15-20 ans, et le doublement de la production de pétrole azerbaïdjanais (actuellement 12 millions de tonnes)"¹⁹.

L'exploitation

- 21 En 1993, se forma un consortium pétrolier, l'Azerbaijan International Operating Company (AIOC, présidé par Terry Adams, de BP), comprenant la compagnie nationale azerbaïdjanaise, la SOCAR (présidée par Natik Aliév, le fils du président), et surtout les

grandes sociétés occidentales, notamment américaines et britanniques²⁰. La signature, en septembre 1994, du contrat d'exploitation des gisements pétroliers azérbaidjanais qui a été qualifiée "d'affaire du siècle" ou "de contrat du siècle". Elle est venue après une lutte acharnée qu'ont menée depuis 1991 divers gouvernements et compagnies. Le contrat les lie aux autorités azérbaidjanaises en vue d'exploiter les gisements sous-marins de Chirag, Azéri et Günesli sur la côte azérbaidjanaise.

22 Le contrat, signé pour une période de trente ans (1995-2025), porte donc au total sur l'extraction de 511 millions de tonnes, dont 260 millions de tonnes seront exportées²¹. Les investissements prévus s'élèvent à 7,5 milliards de dollars; 70 % des bénéfices iront à l'Azerbaïdjan tandis que les membres du Consortium s'en partageront 21 %²². "Pour ces pays qui, outre les séquelles du régime soviétique, souffrent aujourd'hui de graves carences en énergie, en moyens de communications, en infrastructures et en investissements industriels, ce contrat prend des allures de remède miracle" estime Janri Kachia²³, pour ajouter cependant que ce contrat détourne les investissements productifs d'autres projets plus utiles, conforte les pouvoirs en place fidèles à la politique de Moscou et démobilise les énergies sociales et économiques.

23 Trois autres consortiums ont été constitués depuis : le second, de moindre envergure que le premier, formé en novembre 1995 vise l'exploitation du gisement dénommé "Karabakh"²⁴. Un troisième, relativement important, pour l'extraction du gisement de "Shahdeniz" a introduit pour la première fois une compagnie française et iranienne²⁵. Vers la fin de l'année 1996, l'Azerbaïdjan a signé avec un consortium de sociétés occidentales un contrat de deux milliards de dollars. Il s'agit en l'occurrence du seul grand contrat signé par Bakou depuis 1994 dont la compagnie russe Lukoil est absente²⁶.

Le statut légal

24 Le flou règne en ce qui concerne le statut légal de cet espace (faudrait-il l'appeler lac ou mer?) que fait surgir bien entendu l'enjeu pétrolier et qui était régi jusqu'à la dislocation soviétique par le traité de 1921 conclu entre les deux seules puissances riveraines de la Caspienne en l'espèce l'URSS et l'Iran. Les divergences sur le statut juridique semblent se cristalliser autour de l'analyse de l'Azerbaïdjan qui a l'avantage d'être claire et constante alors que la Russie et l'Iran penchent pour une autre solution, que le Turkménistan suit une ligne attentiste et que l'exécutif kazakh hésite²⁷ entre les thèses russe et azérie. La Russie et l'Iran, s'appuyant sur le traité de 1921 défendent la thèse selon laquelle les ressources de la Caspienne doivent être exploitées en commun et que chaque Etat doit avoir un droit de veto. L'Azerbaïdjan rejette la thèse du condominium et avance que les autorités russes ont, après la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, implicitement reconnu la souveraineté de Bakou sur son secteur²⁸. La dernière réunion des cinq Etats riverains qui s'est tenue à Achkabad les 11 et 12 novembre 1996 a mis de nouveau en évidence les divergences d'analyse. L'Azerbaïdjan fait "cavalier seul" en exigeant que les secteurs nationaux soient définis tant pour les eaux de surface que pour la plateforme continentale.

L'acheminement

25 L'un des enjeux les plus importants est indubitablement l'acheminement de ce pétrole (*early oil*) et par conséquent le tracé des oléoducs. Plusieurs solutions ont été avancées à ce propos. On peut en retenir cinq:

26 - une route, dite du sud, traversant l'Iran et la Turquie jusqu'au terminal de Yumurtalik sur la côte méditerranéenne, où débouche également une partie du pétrole irakien;

- 27 - un oléoduc traversant en ligne droite l'Arménie puis la Turquie pour aboutir à la même destination que la première;
- 28 - une troisième route -que les Turcs appellent ironiquement le "pipeline orthodoxe"- pourrait l'acheminer via la mer Noire, à Burgas (Bulgarie) pour déboucher en Grèce.
- 29 La première de ces options ("route iranienne") rencontrait, on pouvait s'en douter, une vive opposition des Américains qui ont la part du lion dans le premier consortium (au total, 43,7 %); elle était d'emblée écartée. A la seconde étaient hostiles les Azerbaïdjanais et les Turcs qui font de la rétrocession des territoires occupés par l'Arménie un préalable. Enfin, la troisième avait le double inconvénient de court-circuiter la Turquie et d'avoir un coût particulièrement élevé²⁹.
- 30 Deux autres solutions restaient en concurrence :
- 31 - Utiliser l'oléoduc existant, même s'il est quelque peu obsolète, reliant l'Azerbaïdjan au port russe de la mer Noire, Novorossiïsk. Cette solution plus intéressante sur le plan commercial a l'avantage de satisfaire les Russes. Les Turcs sont cependant hostiles au transport de ce pétrole par la mer Noire et les détroits pour des raisons de sécurité et d'environnement, notamment pour les villes d'Istanbul et de Çanakkale. Autre inconvénient, du point de vue de la sécurité de l'investissement, de cette première solution est que l'oléoduc traverse la Tchétchénie.
- 32 - Construire un nouvel oléoduc traversant la Géorgie et la Turquie pour déboucher au port turc en question, sur la côte méditerranéenne. Coûteuse, par conséquent peu intéressante sur le plan commercial, cette solution aurait l'avantage d'une part de "partager le gâteau en deux" et d'autre part d'éviter une trop grande dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie, dans le domaine énergétique. L'inconvénient du point de vue de la sécurité de l'opération est que le PKK a déjà annoncé son intention de saboter l'oléoduc.
- 33 La décision appartenait dans une grande mesure aux autorités de Bakou. Or, il était clair que les Azerbaïdjanais redoutaient fortement les représailles russes dans le cas où ils prendraient une décision défavorable à Moscou. Certains observateurs attribuaient la recrudescence de la violence en Géorgie, à la veille d'une telle décision, et notamment la tentative d'assassinat de Chevardnadze, à un avertissement de Moscou dans la question de l'acheminement du pétrole. La décision prise le 9 octobre 1995 fut en faveur d'un double tracé, c'est-à-dire par le nord vers Novorossiïsk, et vers l'ouest par le port de Soupsa en Géorgie (susceptible d'être relié au réseau turc à partir de Tbilissi).

La pêche

- 34 Une certaine confusion juridique règne aussi dans ce domaine autour notamment des zones de pêche, du respect des quotas nationaux, de l'observation des règles de pêche et de la délimitation d'une zone côtière réservée, ce qui n'exclut pas la conclusion de certains accords éphémères pour les Etats riverains. Comme le signale Alain Giroux³⁰, une conférence s'est tenue en mai 1996 à Téhéran au cours de laquelle la Russie, l'Iran, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan se sont mis d'accord sur des quotas de pêche provisoires afin d'éviter une chute du prix du caviar sur le marché mondial pour cause de surproduction. Dans ce même dossier, Jean-Robert Raviot souligne combien l'industrie du caviar se trouve directement menacée par la pollution qui entraîne une baisse importante du nombre des esturgeons. Par ailleurs, la pollution atteindrait des

proportions inquiétantes notamment en Azerbaïdjan, singulièrement à Bakou et à Soumgaït.

Le partage de la flotte de guerre de la Caspienne

- 35 La flotte soviétique³¹ dans la Caspienne, constituée de 5 frégates, 25 patrouilleurs côtiers, 26 vedettes lance-torpilles, 15 véhicules amphibies, 10 navires de soutien, des navires d'entretien et autres bâtiments spécialisés, fut un moment une autre pomme de discorde entre les riverains de la Caspienne. La Russie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan se sont déjà portés acquéreurs. Le quatrième Etat côtier, le Kazakhstan, restait dans l'expectative. L'Arménie quant à elle, s'est prononcée catégoriquement contre le passage de 25 % de la flotte de la Caspienne sous l'autorité de l'Azerbaïdjan, arguant que l'accord signé le 16 avril 1992 renforcerait la puissance d'attaque de ce dernier³². Un compromis semble être trouvé pour le partage de cette flotte.

Les jeuxLe jeu russe

- 36 Il convient de commencer par la Russie, pour des raisons évidentes. Comme on le sait, elle n'a jamais caché son intérêt pour ce qu'elle considère comme son "étranger proche". Il se trouve par ailleurs, ce qui importe pour notre propos, que les gouvernements azerbaïdjanais et arménien ont mené, au moment de l'effondrement de l'empire soviétique, des politiques diamétralement opposées. L'Arménie choisit délibérément la voie de la coopération avec la Russie, en signant en 1991 avec elle un traité d'amitié, d'assistance mutuelle et de coopération, en adhérant à la même date à la CEI puis au Pacte de Sécurité collective conclu à Tachkent en 1992 par six des pays membres (la Russie, l'Arménie et quatre des Etats d'Asie centrale), en demandant l'aide des Etats signataires de ce pacte contre les Azerbaïdjanais³³.
- 37 L'Azerbaïdjan fut, comme la Géorgie, plus soucieux de son indépendance; le prix à payer se révéla redoutable. Bakou resta en effet, dans une première étape, réfractaire à une adhésion à la CEI (le Conseil national décidant en 1992 de ne pas la ratifier). De surcroît, le seul parmi les Etats de la CEI à ne pas avoir de forces russes sur son sol, il refusa de faire partie des signataires du Pacte de sécurité collective.
- 38 Nous avons déjà dit que Moscou est fortement soupçonné d'être comme l'instigateur de coups d'Etats militaires, réussis et avortés, de diverses méthodes d'intimidation et de pression, en Azerbaïdjan. Il est évident que la Russie n'a pas l'intention de lâcher prise sur une région d'une telle importance géopolitique. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette attitude indépendamment de ce que représente l'Azerbaïdjan, *per se*.
- 39 Par rapport au Caucase du Nord, d'abord. On peut raisonnablement avancer que si Moscou est intervenue militairement en Tchétchénie, entraînant la mort de plusieurs dizaines de milliers de civils, ce n'est pas seulement pour éviter l'éclatement. Des enjeux financiers liés au contrôle de l'acheminement du pétrole azéri, par conséquent au pipe-line tchéchéne, étaient et sont en jeu³⁴.
- 40 D'autres facteurs sont avancés: par exemple la crise économique en Russie³⁵. Un spécialiste des questions transcaucasiennes estime de son côté qu'en attisant les conflits en Géorgie (Ossétie et Abkhazie) et au Haut-Karabakh, le Kremlin cherchait à entretenir une instabilité chronique propre à décourager les investissements occidentaux nécessaires au financement des installations pétrolières; en l'absence de capitaux occidentaux, la Russie était susceptible de rester le seul débouché commercial et la voie de transit obligée pour l'exportation du pétrole³⁶. Le contrôle de l'Azerbaïdjan s'impose d'autant plus aux yeux de Moscou que ce pays se situe à la croisée des voies

d'acheminement du gaz et du pétrole d'autres zones, en particulier des pays de l'Asie centrale sans accès à la mer (*land-locked countries*)³⁷ comme le Kazakhstan.

- 41 Il semble certain que diverses pressions pour que Lukoil participe à l'exploitation ont été exercées sur Bakou. En septembre 94, la compagnie pétrolière azérie, la SOCAR cédait un tiers de ses parts (soit 10 % du total), dans le consortium AIOC à Lukoil; la part directe et partagée avec une société italienne de ce dernier dans l'exploitation du gisement de "Karabakh" est très importante.
- 42 En ce qui concerne le statut légal de la Caspienne, Moscou demande que toute nouvelle prospection dans la mer Caspienne soit soumise à l'approbation de tous les pays riverains. Cette attitude est toutefois marquée par des contradictions car elle est partagée entre d'une part le souci de ne pas rester à l'écart de l'exploitation des ressources énergétiques dont l'appartenance à l'Azerbaïdjan semble faire l'objet d'un consensus, et d'autre part le réflexe néo-colonialiste qui rend difficile l'acceptation par Moscou de laisser "échapper" les richesses caspiennes. C'est ainsi que par un accord signé en 1993 par le ministre russe de l'Energie, avec l'Azerbaïdjan, la Russie avait reconnu un secteur azerbaïdjanais³⁸. La tendance actuelle est de prendre des distances par rapport à ces premiers engagements juridiques et d'imposer, avec souvent des méthodes d'intimidation, la solution de l'exploitation en commun, rejoignant en cela l'approche iranienne. La politique russe n'est pas toutefois exempte d'hésitation vis-à-vis de son "allié objectif" du sud, dans la mesure où elle a tendance à voir dans le régime iranien un propagateur de l'intégrisme islamique³⁹ donc une menace. Sur la question militaire enfin une certaine inquiétude est perceptible à Moscou⁴⁰.

Le jeu iranien

- 43 Jusqu'à une date récente, sous la pression des Etats-Unis, l'Iran a été tenu à l'écart de toute négociation sur le pétrole azéri. Toutefois, après l'arrivée au pouvoir de H.Aliev, homme habile et connaissant bien les équilibres régionaux, un changement est perceptible dans l'attitude diplomatique de l'Azerbaïdjan, singulièrement envers Téhéran. La participation de la compagnie nationale iranienne au consortium de "Shahdeniz" est à ce propos un indice de taille⁴¹.
- 44 Il est possible que dans les considérations d'Aliev, un autre facteur ait joué un certain rôle: il s'agit de la jonction entre les réseaux ferroviaires iraniens et azéris prévue pour 1996 (qui n'était pas totalement faite en mars 1997), l'inauguration d'un nouveau tronçon le 17 mars 1995 reliant Bandar-Abbas au réseau iranien existant qui permettra de relier l'Azerbaïdjan et le Caucase à la haute mer⁴².
- 45 L'idée d'une organisation de coopération de la mer Caspienne⁴³, lancée par Téhéran, traduit autant une volonté d'action politique et de recherche d'insertion économique régionale qu'une réplique à la Zone de coopération économique de la mer Noire constituée à l'initiative des Turcs.
- 46 Il est vrai aussi qu'une certaine convergence de vues existe entre la Russie et l'Iran, aussi bien sur le statut juridique de la Caspienne⁴⁴ que dans leur méfiance commune vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. L'Iran, qui sur certains points a des intérêts communs dans la région avec la Russie, semble aussi considérer cette dernière comme une puissance qu'elle peut difficilement combattre; ainsi détourne-t-il sa rivalité vers la Turquie, davantage à sa mesure, en suramplifiant la thématique du panturquisme, dessein qui, selon lui, peut attirer dans son giron l'Azerbaïdjan, pourtant "shiite".

- 47 La vision d'un observateur français est sur cette question, sans ambiguïté: "A plus long terme, Iraniens et Russes, avec l'aide de l'Arménie, sont d'accord pour briser l'indépendance de l'Azerbaïdjan, Etat clé de la région avec son immense potentiel pétrolier en mer Caspienne qui peut être acheminé en Turquie via la Géorgie. Ils sont également d'accord pour donner tous les moyens aux Kurdes de Turquie du PKK, avec l'appui de la Syrie"⁴⁵.

Le jeu turc

- 48 L'ouverture de l'*aire turque*, cette ceinture ininterrompue de compréhension linguistique qui s'étend des Balkans jusqu'au Xinjiang chinois, offre incontestablement des perspectives à la diplomatie turque. Toutefois son approche vis-à-vis du monde turcophone reste d'ordre géoculturel. Dans l'ensemble, elle n'est pas dictée par des considérations ethniques; elle cherche par le biais d'une série d'initiatives, telle la Zone de coopération économique des pays riverains de la mer Noire, à promouvoir les échanges économiques et commerciaux dans la région. Sa politique étrangère reste d'inspiration occidentale⁴⁶; elle s'efforce de mettre en avant son modèle de démocratie politique et d'économie de marché.

- 49 L'arrivée au pouvoir du *Refah* d'Erbakan constitue sans doute une nouvelle donne pour le dialogue régional comme en témoigne le choix par le Premier ministre turc, de Téhéran pour une première visite à l'étranger; ce "rapprochement" risque cependant de connaître vite ses limites dans la mesure où l'acceptation de l'alternance au pouvoir des "islamistes" turcs rencontre une certaine méfiance auprès du régime révolutionnaire iranien, dans la mesure aussi où le *Refah* ne détient qu'une parcelle du pouvoir et surtout où les visions des deux Etats sur les graves problèmes régionaux, en particulier la question kurde pour ne pas parler des rapports avec Israël, restent très éloignées.

- 50 Dans le domaine des rapports avec l'Azerbaïdjan, et plus précisément dans la question du pétrole, les Turcs, conscients que l'ouverture d'une nouvelle route du pétrole aurait en effet le double avantage de leur offrir de substantielles royalties et de leur donner un nouveau rôle géopolitique, se sont mobilisés aussi bien au niveau de leur diplomatie que de l'opinion publique. Ils ont en particulier pesé de tout de leur poids -appuyés en cela par les Géorgiens- notamment auprès de leurs interlocuteurs azerbaïdjanais, toujours attentifs à l'avis d'Ankara, leur principal soutien sur l'échiquier régional voire international, et de leurs interlocuteurs étrangers notamment américains. Par ailleurs, le soudain intérêt des autorités turques pour les questions de l'environnement -qui se limitent essentiellement au Bosphore, il est vrai un enjeu considérable- dissimulait mal la volonté de renforcer l'arsenal argumentaire afin de détourner la voie d'acheminement du pétrole vers le littoral méditerranéen.

Le jeu américain

- 51 L'analyse de J.Kachia est pertinente à ce propos. Il rejette les thèses selon lesquelles il s'agirait d'une volonté de la part des Américains de freiner l'expansion russe et de consolider les nouvelles républiques indépendantes en les dotant d'une autonomie énergétique -condition d'une authentique indépendance-, ou d'une volonté de favoriser l'émergence d'une zone pétrolière de rechange qui soit en mesure de compenser une éventuelle déstabilisation survenant dans les pays musulmans du Proche-Orient et d'éviter une nouvelle crise énergétique, ou encore d'obtenir un droit de regard pour la Russie sur son ancien empire, tout en empêchant, grâce à son alliance turque, que cette influence ne devienne excessive, ou enfin que les Etats-Unis, loin d'obéir à des intérêts

économiques égoïstes, voudraient favoriser la consolidation d'une zone caucasienne post-communiste indépendante et pacifique.

- 52 Il retient l'idée que la politique américaine dans la région semble, au contraire, ne répondre à aucune stratégie, si ce n'est celle d'apaisement envers la Russie et de reconnaissance tacite de ses intérêts et de son influence dans son ancien empire. "Vue sous cet angle, écrit-il, la 'double décision' de Bakou, qui se garde de trancher entre les voies russe et géorgienne, laisse à Moscou tous ses leviers de puissance dans la région et en Europe. La Russie reste une puissance dans la région et en Europe. La Russie reste une puissance pétrolière et une puissance régionale. Sans doute est-ce le prix à payer, aux confins de l'Europe, pour maintenir la Russie hors d'Europe"⁴⁷. Cette analyse, globalement juste doit vraisemblablement être relativisée par le fait que les Etats-Unis ne peuvent durablement occulter les intérêts azerbaïdjanais et partant de remettre en cause leurs relations bilatérales avec Bakou d'une part⁴⁸, et le poids grandissant des compagnies américaines⁴⁹ impliquées dans les consortiums, susceptibles à terme de se heurter aux interférences et à l'intransigeance du gouvernement russe, d'autre part. Ajoutons que les mêmes hésitations vis-à-vis de la Russie existent du côté des Etats membres de l'Union européenne elle-même peu présente, qui agissent en ordre dispersé mais dont les attitudes ne manqueront pas de peser dans le dossier, notamment par le biais de leurs compagnies pétrolières.

Conclusion

- 53 Certes Aliiev, un animal politique, tient la situation d'une main de fer, et l'Azerbaïdjan ne manque pas d'atouts. Le pétrole et le gaz en sont un. Le FPA, réprimé, a des raisons de mener une opposition de "profil bas", pour ne pas donner au pouvoir des occasions faciles d'accusation de trahison dans la question nationale. Mais les pertes subies au profit de l'Arménie et le rôle de la Russie qui détient une place incontournable dans l'équation, quelle que soit cette dernière, ses moyens de pression étant nombreux et variés, font entretenir à propos de l'avenir de cette république plusieurs incertitudes.
- 54 Les pressions souvent contradictoires des Etats puissants comme les Etats-Unis, la Russie, l'Iran et la Turquie constituent en fait, pour un petit "Etat" comme l'Azerbaïdjan qui affronte par ailleurs d'immenses problèmes (conflit meurtrier, perte territoriale, développement économique, transition démocratique) un fardeau difficile à supporter. La bataille juridique autour de la Caspienne pose en définition la question de l'autonomisation et d'une certaine manière de la désoviétisation d'un acteur aux ressources limitées comme l'Azerbaïdjan. Du coup, ce petit pays se place au coeur du "débat" à ses risques et périls. Sa position a le mérite de la constance alors que d'autres Etats en particulier le Kazakhstan et le Turkménistan amenés à "naviguer" entre Russes et Iraniens, adoptent des positions pour le moins contradictoires. Il se trouve aujourd'hui dans la situation paradoxale de chute de production de pétrole voire de crise énergétique, et il n'est pas sûr qu'il ait les moyens de se servir pleinement de ses atouts, entre autres dans cette "mer fermée" qu'est la Caspienne.

NOTES

1. Nous nous permettons de renvoyer à ce propos à notre article, "Les ambitions de l'Azerbaïdjan", *Politique internationale*, n° 57, 1992, pp.353-363.
2. Voir à ce propos Josep Zapater, "Réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan", *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n° 20, juil.-déc. 1995, pp.285-306. Selon Shirin Melikoff le bilan du désastre s'établit comme suit: "Il a causé en Azerbaïdjan en l'espace de six ans, la perte de 14 000 km² de territoire dont 9 000 km² hors des limites de la région du Haut-Karabagh. Le bilan est de près de 20 000 morts, 50 000 blessés ou invalides, 4 000 prisonniers ou otages, 1 000 000 de réfugiés", "L'Azerbaïdjan à la croisée des chemins", in M.-R. Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique: la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant; Paris, LGDG, 1995, p.113.
3. Pour deux points de vue azerbaïdjanais et arménien, voir entre autres: Timoutchine Hadjibeyli, "La Question du Haut-Karabakh", *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, N°s 48-49, 1989, pp.281-290 et *Dossier Karabagh*, préparé par l'Institut Zoryan, Paris, Sevig Press, 1988, 180 p.
4. Ajoutons que près de 400 000 Azéris vivent aujourd'hui en Géorgie.
5. Devenue OSCE depuis le 1er janvier 1995.
6. Voir *Le Monde*, 21 mai 1992.
7. Dans un récit de voyage qui est en même temps une tentative d'analyse des nationalismes naissants, du jeu du pouvoir soviétique d'abord, russe ensuite, dans le Caucase, Patrick Karam écrit à propos du massacre de Soumgaït qui a précédé ces incidents : "Pour contrer la popularité croissante du mouvement national, déstabilisante pour le régime, Moscou décide alors de décapiter l'opposition en montant une opération risquée. Elle consisterait à réprimer des massacres - initialement fomentés et induits par le pouvoir soviétique- contre la communauté arménienne. L'affaire arménienne était, on l'aura compris, un instrument beaucoup plus qu'un enjeu. Ce mépris des conséquences humaines représente une tragique erreur d'analyse, qui ne sera pas oubliée en 1991, lorsque les deux pays voteront l'indépendance" (p.130). Plus loin: "Peu avant les événements, une campagne de désinformation visant à s'assurer de la tolérance de l'Occident est lancée, dont le point d'orgue est la déclaration du Soviet suprême de l'URSS sur les dangers de prise de pouvoir à Bakou par le fondamentalisme islamique. Relayée par toutes les agences de presse étrangères, cette campagne qui jouait des peurs associées à l'Islam permet à Moscou de s'afficher en gardienne des valeurs et de la civilisation occidentales. La faiblesse des réactions internationales aux événements à venir s'explique largement par cette manoeuvre qui prépare les opinions publiques et laisse libre cours à la machination" (p.131). Voir notamment le chapitre sur l'Azerbaïdjan, pp.105-158 dans *Les guerres du Caucase*, Paris, Perrin, 1995.
8. Je remercie Anne de Tinguy pour cette observation.
9. "L'écheveau caucasien", *Politique internationale*, n° 60, été 1993, p.26-27.
10. Qu'il nous soit permis à ce propos de renvoyer à notre article sur "La politique transcaucasienne de la Turquie" in M.-R.Djalili (dir.), *op. cit.*, pp.169-179.
11. Même au niveau étatique, on peut parfois entendre quelques fausses notes. Ainsi le nom d'un ministre d'Etat, en l'occurrence d'Ayvaz Gökdemir (membre du Parti de la juste voie de Tansu Çiller et ancien sympathisant du mouvement des "Loups gris") a été

mêlé à la tentative de putsch contre Aliev, en octobre 1994, à l'instigation de Rusen Cavad(ov), ancien vice-ministre de l'Intérieur, tué au cours de cette action. Cette tentative aurait été empêchée entre autres par les services turcs de renseignement (MIT) dirigés par un ancien ambassadeur de Turquie auprès du Conseil de l'Europe. Voir la presse turque de l'époque.

12. Mohammad-Reza Djalili estime que cette thèse "rencontre peu d'écho favorable perceptible en Iran", "L'Iran et la Transcaucasie" in M.-R.Djalili (dir.), *op.cit.*, p.188.

13. Ainsi pouvait-on lire, à ce propos, dans *Le Message de l'Islam* (n° 92, juin 1992), une publication officielle iranienne, les lignes suivantes: "Si la neutralité de l'Iran lui avait permis d'être le négociateur entre les deux républiques, cela ne signifie pas que la République Islamique d'Iran refuse de voir la réalité en face. L'Iran a réaffirmé depuis la reprise des hostilités entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie que le Karabakh appartenait bien à l'Azerbaïdjan. On peut se demander si derrière la reprise du conflit ne se cachent pas des pressions américaines, par le biais des Turcs" (p.25). La même publication rappelle l'importance du facteur arménien en Iran même: "Composée de 90 000 personnes, la minorité arménienne bénéficie depuis l'instauration de la République islamique d'Iran de la liberté des rites et a combattu côte à côte avec les compatriotes musulmans, juifs ou zoroastriens sur le front pendant la guerre imposée contre l'Iran par Saddam Hussein l'agresseur" (p.25).

14. Voir Alexandre Adler, "L'URSS est morte, Vive la Russie", *Politique internationale*, n° 55, printemps 1992, p.134.

15. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à ce propos à notre article: "La question démocratique dans l'aire turque (les cas de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan)", *CEMOTI*, n° 16, juil.-déc. 1993, pp.217-243.

16. Cité par Jan Krauze, "La Russie et ses marches", *Le Monde*, 1er juillet 1993.

17. "Gueïdar Aliev. Il est difficile d'écrire sur lui, car tout écrit semble terne et insignifiant par comparaison avec sa personnalité". C'est ainsi que débutent *Traits du portrait politique de Gueïdar Aliev*, de Dilara Seïdzade, Bakou, Editions "Azerbaïdjan", 1994.

18. Voir l'article de Frédéric Grare dans ce même dossier. Toutefois, ne pas tenir compte des "fourchettes basses" serait probablement une erreur.

19. Art. cité., p.105. L'article date de 1995.

20. Il s'agit de British Petroleum (Grande-Bretagne, 17,1 %), Amoco (Etats-Unis, 17 %), Unocal (Etats Unis, 10,4 %), Lukoil (Russie, 10 %), Socar (Azer., 10 %), Exxon (Etats-Unis, 8 %), Statoil (Norvège, 8,5 %), TPAO (Turquie, 6,75 %), Pennzoil (Etats Unis, 4,8 %), Itochu (Japon, 3,9 %), Ramco (GB, 2 %), Delta (Arabie Saoudite, 1,6 %). Les chiffres indiquent les parts dans le consortium en juillet 1996.

21. Janri Kachia, "Caucase: le vrai-faux 'contrat du siècle'", *Politique internationale*, n° 70, 1995-1996, p.40.

22. Quant au gaz, il restera la propriété de l'Etat azerbaïdjanais qui prendra à sa charge les investissements d'extraction. Voir Kachia, "Le vrai-faux contrat..", p.42.

23. *Ibid.*, p.42 et 49-50.

24. Pennzoil (30%), Lukoil (7,5%), Agip (5%), LukAgip (un dérivé de Lukoil et d'Agip d'Italie, 50%), SOCAR (7,5%) se partagent les actions.

25. BP (25%), Statoil (25%), TPAO (10%), Lukoil (10%), Iranian Oil Company (10%), SOCAR (10%) ELF (10%) ont les parts. En ce qui concerne cette dernière compagnie et dans ce qui est appelée par la presse française l'"affaire Elf", André Guelfi, accusé de recel de biens sociaux, soupçonné d'avoir perçu plus de 12 millions de francs suisses

d'honoraires pour des projets d'investissement de la compagnie pétrolière française en Ouzbekistan, aurait prétendu selon le journal suisse *Le Nouveau quotidien* (19 mars 1997) entretenir de bonnes relations avec Boris Eltsine ainsi qu'avec, entre autres, le président de l'Azerbaïdjan.

26. Les parts du consortium ont été réparties entre les compagnies américaines Amoco (30%) et Unocal (25,5%), la saoudienne Delta (4,5%) et la japonaise Itochu (20%). La SOCAR, qui détient 20% des parts, prévoyait toutefois de réunir, à terme, l'exploitation des deux gisements concernés par ce dernier contrat à celle du gisement "Karabakh" confié en 1995 à un consortium dans lequel Lukoil possède une part très importante. Voir *Le Monde*, 18 décembre 1996.

27. Le Kazakhstan qui avait suivi en 1994 la position de Bakou semblait revenir sur cette approche en septembre 1995; les conversations entre Aliiev et Nazarbaiev, mi-septembre 1996 semblent marquer de nouveau, sans que cela soit vraisemblablement définitif, un certain rapprochement des positions de ces deux pays riverains.

28. Pour une discussion sur ce point voir: Rodman R Bundy, "The Caspian - Sea or Lake? : Consequences in international law", *Oil and caviar in the Caspian*, Londres, Menas Associates, 1995 (Actes d'une rencontre, ronéoté, p. 10), pp.15-25. Il constate: "For example, in a November 1993 Agreement between Russia and Azerbaijan concerning the development of oil and gas deposits in Azerbaijan (an agreement which, incidentally, ratified Lukoil's 10 per cent participation in this development), oil fields 'located in the Azeri sector of the Caspian Sea' were referred to. It is unclear how this kind of terminology, which implies that the Caspian was capable of being divided into sectors, or Lukoil's participation in an offshore operation which Russia now seems to oppose, can be reconciled with the idea that the Caspian is subject to a regime of joint usage" (p.21).

29. Cet oléoduc, dont la construction ne peut être prise en charge que par l'Union européenne, ne peut qu'envenimer davantage les rapports déjà tendus entre cette dernière et la Turquie. Pour une promotion quelque peu abrupte de cette formule voir Minas Analytis, "Le projet d'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis : un enjeu géostratégique", *Le Courrier des pays de l'Est*, n°411, août 1996, p. 45-54.

30. Voir son article dans ce dossier.

31. L'état-major et l'école navale supérieure se trouvaient à Bakou.

32. Voir Irina Egorova et Anatoli Chestakov, "Tempête sur la mer Caspienne", *Kouranty* (Moscou). Cité par *Courrier international* du 21 mai 1992, p.12.

33. Anne de Tinguy estime qu'ainsi l'Arménie "confirme qu'elle entend se placer sous la protection de la Russie et impliquer celle-ci, autant que faire se peut, dans le conflit qui l'oppose à son voisin", "La Russie en Transcaucasie: chef d'orchestre ou médiateur?", in M.-R.Djalili, *op. cit.*, p. 146. Les livraisons d'armes effectuées clandestinement par la Russie à l'Arménie entre 1992 et 1996, de l'ordre d'un milliard de dollars (notamment des chars et des missiles anti-aériens) et révélées par Lev Rokhlin, président de la commission de défense du Parlement russe, confirment cette tendance. Voir *Financial Times*, 5 avril 1997.

34. Dan Alexe relève à ce propos: "Dès lors, ce n'est pas pur hasard si Moscou avait désigné comme gouverneur de la Tchétchénie, dans un premier temps, Salambek Khadzhiiev, ancien ministre soviétique des industries du pétrole", "Le nouveau 'grand jeu' et le pétrole à Bakou", *Bulletin de l'Observatoire de l'Asie centrale et du Caucase*, N° 1, févr. 1996, p.17. Alain Guillemolles souligne de son côté: "En Russie même, face à un 'centre' affaibli, des régions entières ont suivi l'exemple, désireuses de profiter, elles

aussi, de la manne pétrolière et gazière. En février 94, le président du Tatarstan, une république autonome obtenait de Moscou un accord de reconnaissance sur la propriété de son sous-sol en échange d'un tiers de sa production. Il était suivi, au mois d'août, par la Bachkirie voisine" ("Caucase: le nouvel appétit russe", *Croissance*, n° 395, juil.-août 1996, p. 22).

35. Alain Guillemoles écrit: "Géant énergétique, la Russie est aussi un géant fragile. Son industrie dépend d'équipements qui sont produits à l'étranger, en Azerbaïdjan et en Ukraine. La sortie de la crise économique passe, désormais, dans la tête d'un nombre de plus en plus grand de Russes, par un retour vers une intégration économique renforcée avec les ex-républiques." (art. cité, p.21).

36. Cf. J.Kachia, "Le vrai-faux..", art. cité, p.43.

37. Voir à ce sujet l'étude d'Ali Ottoman, "Le désenclavement de l'Asie centrale et du Caucase. Rôle inédit pour une ère nouvelle", *CEMOTI*, n° 18, 1994, pp.201-232.

38. Voir Alexandre Matveev, "Le statut de la mer caspienne : le point de vue russe", *Le courrier des pays de l'Est*, n°411, août 1996, p. 58. L'auteur, qui appartient au ministère des Affaires étrangères de la Russie, estime que "conclu dans la précipitation, sans l'assurance que le gouvernement avait bien donné son aval et que le ministre était bien habilité à signer, l'accord est sans valeur" (*ibid.*).

39. "Il ne faut pas non plus ignorer l'opinion de l'Occident, inquiet d'une possible extension de l'intégrisme islamique dans les régions musulmanes de l'ex-URSS. Les intérêts de l'Occident, de la Turquie et de la Russie se rejoignent sur ce point" écrivent à ce sujet Egorova et Chestakova, art. cité. Cette inquiétude n'est évidemment pas partagée par tous les Russes. Ainsi la mouvance caucasienne fait même du fondamentalisme islamique un allié potentiel et privilégié. "La voie turque 'démocratique', qui a permis aux Turcs de se répandre dans toute l'Europe, est bien pire pour nous : c'est le komintarisme" estime V. Jirinovski, le plus illustre des néo-eurasiens. Cité par Françoise Thom, "Eurasisme et néo-eurasisme", *Commentaire*, n°66, été 1994, p. 306. Dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les néo-eurasiens pencheraient en faveur de ce dernier à condition toutefois que l'influence turque soit éliminée de Bakou, cf. *ibid.*, p. 306.

40. "Mais la Russie est en train de perdre rapidement ses positions politiques et économiques dans le bassin de la Caspienne en limitant sa sphère d'influence au seul port de commerce d'Astrakhan. Il paraît évident qu'après le transfert d'une partie de la Flotte de la Caspienne à l'Azerbaïdjan et au Turkménistan, ces Etats disposeront de ce potentiel militaire sans tenir compte des intérêts stratégiques de la Russie" observent encore Egorova et Chestakova, art.cité.

41. Téhéran hésite toutefois à accepter cette proposition de Bakou (février 1997).

42. Selon P. Karam, cette liaison de deux mille cinq cents kilomètres permettant dans un premier temps le transport de quinze millions de tonnes de marchandises par an entraînera le désenclavement de l'Azerbaïdjan qui pourrait exporter par le Golfe ses matières premières, en diminuant ainsi sa dépendance économique à l'égard de la Russie, *op.cit.*, p. 157.

43. Cette organisation pour le moment embryonnaire a donné lieu à quelques travaux préliminaires sur le statut de la Caspienne, l'environnement, l'exploitation des ressources biologiques et minérales, la pêche et le commerce du caviar.

44. "As far as the issue of joint sovereignty, or condominium, in the Caspian is concerned, my understanding is that Iran has kept its options open (The situation has changed significantly since this talk was given: after Iran's share in the Azeri

consortium was cancelled in April 1995, Tehran moved much closer to the Russian position on the Caspian). In other words Iran has not officially said that it supports the Russian position or that it does not support the Russian position. Of course, in response to the Russian insistence on being involved in the Azeri oil consortium, Iran is implicitly supporting the argument for all the states now having an equal and sovereign share in deciding the future of the Caspian, rather than a continuation of the 1921 condominium" (Fred Halliday, "Iran and the Caspian" in Charles Gurdon et Sarah Lloyd (eds), *Oil and caviar in the Caspian*, Londres, Menas Associates, 1995 (Actes d'une rencontre, ronéoté, p.10).

45. Alexandre Adler, "Moscou-Téhéran-Damas, nouvel axe contre l'équilibre du monde", *Courrier international*, n° 286, 25/04-1/05 1996.

46. Il est par conséquent faux et superficiel d'affirmer que "la Turquie a déplacé l'axe de sa politique étrangère vers les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale" comme le fait Morton I. Abramowitz, "Dateline Ankara: Turkey after Özal", *Foreign Policy*, n° 91, été 1993 cité par Claire Mouradian, *Le Caucase des indépendances. La nouvelle donne*, Problèmes politiques et sociaux, La Documentation Française, n° 718, 1993, p.44.

47. "Le vrai-faux..", art. cité, p.44 et 47.

48. D'après Minas Analytis qui ne cite pas sa source, le ministre américain de l'Energie aurait déclaré lors d'une visite récente en Azerbaïdjan : "Les réserves de pétrole de la mer Caspienne sont d'une importance mondiale. Parmi les démocraties de l'ex-Union soviétique, l'Azerbaïdjan se trouve en troisième position en ce qui concerne les réserves. L'intérêt des Etats-Unis est double : l'augmentation du nombre des 'acteurs' sur le marché du pétrole, et la participation des compagnies américaines dans l'exploitation de ces réserves, puisqu'elles ont l'expérience et le niveau technologique requis pour le faire", art. cité, p. 46.

49. A. Giroux fait état à ce propos de l'annonce par ces compagnies qu'elles ne tiendraient pas compte des différends existant entre les pays riverains sur la question du statut.

RÉSUMÉS

Avant d'aborder plus directement les divers problèmes soulevés par la mer Caspienne, cet article évoque le contexte politique, militaire et stratégique de l'Azerbaïdjan, notamment depuis l'effondrement soviétique. L'enjeu que représente cet espace maritime pour l'Azerbaïdjan, son attitude envers la Caspienne et celles des autres acteurs régionaux sont également étudiés.